



Communiqué aux médias

Suppression de la commission des naturalisations : Pour une Ville qui accueille sans stigmatisations ni discriminations.
Stop au travail de « faiseurs de suisse » du conseil municipal.

Sous l'impulsion du Parti socialiste de la Ville de Genève, le Conseil municipal a ouvert le débat sur la suppression de la commission des naturalisations. Allant contre l'attachement atavique de la droite à préserver une commission source de stigmatisations et discriminations, le PS poursuit son engagement pour la remplacer par une politique d'intégration équitable et transparente.

Après le rapport publié par la Cour des comptes constatant l'illégalité de la procédure de traitement des demandes de naturalisations par la Conseil municipal, notamment le fonctionnement de la commission, sa suppression aurait été la seule réponse responsable et constructive. La droite municipale s'y est pourtant opposé.

Le Parti socialiste a relevé par le biais d'une résolution déposée en avril 2016 le fort risque de décisions arbitraires, de stigmatisation et de discriminations liées aux pratiques de la commission des naturalisations. Ce texte observait que *des témoignages nombreux et crédibles font état de prises de position xénophobes voire racistes, homophobes ou sexistes, de la part de membres de la commission sur les conformations physiques ou encore sur le niveau de revenu et de salaire des candidat-e-s à la citoyenneté genevoise.*

Les commissaires aux naturalisations doivent se départir de considérations basées sur le mobilier, la cuisine ou encore des goûts vestimentaires des candidat-e-s à la citoyenneté suisse pour délivrer leurs préavis.

Sachant que le préavis du Conseil municipal n'est qu'indicatif et n'intervient qu'en toute fin de procédure, sur des dossiers préalablement approuvés par les services cantonaux, il apparaît au Parti socialiste que la seule plus-value que peut apporter le Conseil municipal est d'œuvrer pour l'accueil et l'intégration des personnes naturalisées. C'est pour cela que nous avons proposé de développer une réelle nouvelle compétence de notre Conseil en créant une commission municipale pour l'accueil et l'intégration en lieu et place de la commission des naturalisations.

Aujourd'hui, l'attachement de la droite à la commission des naturalisations est coûteux pour la collectivité. C'est un détournement en fin de parcours de naturalisation qui demeure risqué pour les individus soumis à l'arbitraire de conseillers municipaux non formés à cet exercice. Le parti socialiste poursuivra son combat pour la suppression de la commission des naturalisations qui est à ce jour une instance illégale et source de discriminations.

Personnes de contact :

- Simone Irminger, Co-présidente du PS Ville de Genève (079 340 23 42)
- Sylvain Thévoz, Co-président du PS Ville de Genève (078 629 85 15)
- Albane Schlechten, Cheffe du groupe socialiste au Conseil municipal (078 813 34 66)